

LA RÉALITÉ ET SA MESURE

Une bonne connaissance de la réalité actuelle est un préalable essentiel à tout exercice de prospective sur l'avenir de nos sociétés. Le futur, en effet, ne surgit pas du néant mais s'enracine dans le présent. L'une des tâches essentielles d'un groupe comme Futuribles est donc, bien avant que de prétendre esquisser des scénarios illustrant le spectre des futurs possibles, d'essayer de se représenter correctement la réalité, non au travers de ses fluctuations conjoncturelles, mais au travers de sa dynamique temporelle longue.

Nous sommes ainsi, en permanence, confrontés au défi de nous forger une représentation du monde actuel qui soit aussi fidèle que possible aux réalités. Or, force est de constater que, suivant le lieu où l'on se situe, suivant aussi les prédispositions de chacun, nous ne sommes pas tous enclins à considérer les mêmes phénomènes, a fortiori à les interpréter identiquement. Alfred Sauvy dénonçait, à juste titre, notre « refus de voir », cette étrange propension qui est la nôtre à privilégier certains phénomènes et à en négliger d'autres — voire à les occulter systématiquement.

Terrible est, à cet égard, la propension des experts à surestimer ce qui est de leur ressort et à n'appréhender de la réalité que cette infime parcelle sur laquelle ils disposent d'un morceau de savoir. Pire encore est cette propension de nos grands doctrinaires à ne regarder que ce qui

vient conforter leur théorie, surtout pas ce qui pourrait venir la remettre en cause...

Le défi de l'interculturalité se trouve là, dans notre capacité à établir un dialogue entre des personnes portées à considérer le même objet sous des aspects différents, a fortiori à l'interpréter, chacune à leur manière, en fonction de leur culture et de leur idéologie. Le défi de l'interdisciplinarité se trouve également là, dans notre capacité à relier des compétences dont l'approfondissement a souvent pour corollaire l'étroitesse de vue.

Mais, au-delà de cette difficulté à croiser les regards, à mettre les théories à l'épreuve des faits, à rassembler les savoirs et à les confronter, est posé un problème essentiel : celui des indicateurs et des données, qu'ils soient quantitatifs ou qualitatifs. Certains de ces indicateurs — pensons à l'inévitable Produit intérieur brut (PIB) — se sont imposés comme de véritables étalons à l'aune desquels sont mesurées les performances des nations.

Point nouvelle est leur critique. On se souvient des soixante-huitards proclamant, à juste titre, qu'on ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance (que celui-ci, à lui seul, ne saurait être un objectif mobilisateur) et que ledit Produit national brut ne saurait être assimilé au bonheur national net. D'autres, avant eux, avaient déjà procédé à cette critique et dénoncé l'illusion monétaire. Denis de

Rougemont en écrivant, par exemple, que le PNB « incite les pouvoirs à donner tous leurs soins au coûteux de l'existence, à ce qui coûte cher, mais à négliger le précieux, ce qui nous est cher ». Ou encore « à tricher systématiquement en faveur de la technosphère aux dépens de la biosphère ». Bertrand de Jouvenel (voir Futurs d'antan page 73) en soulignant que la science économique ignore les services gratuits (le travail domestique, par exemple), les biens gratuits (tels que l'oxygène) et les « biens négatifs » (les coûts externes).

Jean Gadrey nous livre dans ce numéro une analyse fort intéressante des indicateurs alternatifs qui ont fait, depuis 1995, l'objet d'un renouveau d'intérêt. Concentrant son analyse sur les indicateurs dits synthétiques, il souligne combien « le choix des pondérations des diverses variables qui composent un indicateur, tout comme le choix des variables qui comptent, constituent des enjeux importants » qui devraient faire l'objet de débats publics dès lors que leur définition repose sur des appréciations qui peuvent être très diverses.

Regrettons toutefois que de tels débats publics soient si rares et que si peu d'efforts soient consacrés à l'établissement d'observatoires, ou de tableaux de bord, de la situation actuelle. Y compris dans un pays comme la France qui se targue volontiers de disposer d'un des meilleurs systèmes statistiques du monde. Ainsi s'obstine-t-on, par exemple, à ignorer les flux migratoires (voir notre dossier sur cette question dans la revue Futuribles de novembre) ou à utiliser le taux de chô-

mage pour rendre compte de la situation de l'emploi (alors que le taux d'emploi serait bien plus pertinent). On s'obstine à mesurer la capacité d'innovation à l'aune des dépenses de recherche-développement rapportées au PIB, alors que, selon toute évidence, elles ne nous renseignent pas sur leur efficience...

La liste pourrait être longue des choses qu'on ne mesure pas ou que l'on mesure de travers, à commencer par tout ce qui a trait à nos emprunts et aux impacts de nos activités sur l'écosystème, à commencer aussi par le rôle des facteurs humains et immatériels dans la performance des pays et des organisations et par l'impact négatif de décisions dictées, non par les principes d'une bonne gouvernance, mais par un contrôle de gestion trop étroit et étriqué.

Dénonçons le fait que ces manières de compter qui sont les nôtres nous confèrent un point de vue sur la réalité qui est souvent impropre, sinon erroné, qui entraîne l'adoption de politiques et de stratégies inadaptées. À ce problème, il conviendra de s'attaquer au risque, sinon, de commettre de graves erreurs d'appréciation comme le font ceux qui, raisonnant dans le cadre de l'annuité fiscale, et sans compte de bilan, estiment, par exemple, que la prévention en matière de santé n'est pas rentable... L'entreprise citoyenne, comme l'État stratège, comme les collectivités locales et territoriales, auront — ne nous leurrons pas — beaucoup à faire et sur le registre de l'audit et sur celui des instruments de pilotage.

Hugues de Jouvenel